

20/08/2010



Assemblée générale

AG/PAL/1172

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

**COMITÉ POUR LES DROITS DES PALESTINIENS: LE QUATUOR INVITE
ISRAÉLIENS ET PALESTINIENS À ENTAMER DES NÉGOCIATIONS DIRECTES
LE 2 SEPTEMBRE À WASHINGTON D.C.**

Le Premier Ministre israélien, Benjamin Netanyahu, et le Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, sont invités à entamer le 2 septembre prochain à Washington D.C., des négociations directes, sur la base de la déclaration faite ce matin par le Quatuor, et en présence du Président des États-Unis, Barack Obama, du Roi Abdullah Hussein de Jordanie et du Président de l'Égypte, Hosni Moubarak.

L'invitation du Quatuor a été annoncée aujourd'hui par l'Observateur permanent de la Palestine, Riyad Mansour, au Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, qui examinait l'évolution de la situation au Moyen-Orient, depuis sa dernière réunion, le 9 juin dernier.

Le Comité a pris note du rapport de la Réunion sur la question de Palestine pour la région de l'Afrique, qui s'est tenue à Rabat les 1^{er} et 2 juillet 2010, et a décidé de recommander à l'Assemblée générale de faire du Venezuela, un de ses membres à part entière. Il a aussi répondu favorablement à la demande d'accréditation de quatre ONG.

Commentant la **déclaration du Quatuor** qui est « en tout point semblable » à celle qu'il a faite à Moscou, le 19 mars dernier, l'Observateur permanent de la Palestine, s'est voulu clair. « Ce que nous attendons du Quatuor, ce n'est pas qu'il réitère sa position mais qu'il trouve les moyens de la faire respecter par Israël », a souligné Riyad Mansour.

Le Président, Mahmoud Abbas, a-t-il dit, réunira les dirigeants de l'Autorité palestinienne à Ramallah pour étudier l'invitation du Quatuor et le contenu de la Déclaration. Pour que les négociations réussissent, a préconisé l'Observateur de la Palestine, il faut d'abord tirer les leçons des échecs précédents qui ont toujours été imputables au refus d'Israël d'accepter ses obligations en vertu de la Feuille de route, des résolutions du Conseil de sécurité et autres accords pertinents.

Israël, a accusé Riyad Mansour, a refusé l'arrêt des activités de peuplement et a continué à prendre des mesures illégales sur le terrain, en particulier à Jérusalem-Est. C'est la raison pour laquelle, a expliqué l'Observateur, les Palestiniens ont toujours dit que la reprise des négociations directes dépend de la suppression des obstacles qui jonchent la voie du succès.

Les principes de ces négociations doivent être clairement établis, a-t-il voulu, en citant le principe du respect des frontières de 1967 et celui d'échanges des terres. Voilà la clef du succès, a-t-il insisté.

Des négociations indirectes ont eu lieu, a poursuivi l'Observateur, et à ce jour, aucun progrès n'a été enregistré ni sur la question des frontières ni sur celle de la sécurité. La situation demeure extrêmement critique et difficile pour la population, dans Jérusalem-Est occupé, dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Toutes ces parties occupées connaissent des difficultés liées aux politiques et pratiques « illégales et brutales » de la Puissance occupante.

Aujourd'hui, a annoncé l'Observateur, la délégation palestinienne va adresser une autre lettre au Président du Conseil, au Secrétaire général et au Président de l'Assemblée générale sur les crimes commis par Israël. Même le desserrement du blocus n'est pas suffisant et comment le serait-il quand on sait que le processus d'approbation d'un produit prend au moins trois mois. Assez de rhétorique, nous voulons des actes, s'est impatienté l'Observateur.

Sur le plan politique, plusieurs événements doivent être pris en compte, a-t-il ajouté. Outre les séances du Conseil de sécurité, le Secrétaire général a publié la semaine dernière, le rapport sur le Rapport Goldstone. Nous, Palestiniens, a-t-il affirmé, avons créé une Commission indépendante pour enquêter, conformément à la demande de l'Assemblée générale. Notre rapport a été présenté dans les délais le 12 juillet, a rappelé l'Observateur, en jugeant qu'en revanche, les Israéliens ont présenté, le 18 juillet dernier, un rapport qui n'est ni une enquête indépendante ni un document conforme à la demande de l'Assemblée.

Riyad Mansour a encore noté que la Suisse travaille activement avec les parties concernées pour trouver un accord sur la date de convocation de la conférence des Hautes Parties contractantes à la Convention de Genève.

L'Observateur a dit avoir reçu avec gratitude le document du Secrétaire général demandant une enquête indépendante sur l'incident de la flottille du 31 mai dernier. La Commission d'enquête, a-t-il rappelé, s'est réunie la première fois le 10 août à New York et devrait présenter son rapport préliminaire à la mi-septembre.

Le **rapport de la Réunion sur la question de Palestine pour la région d'Afrique** a été présenté par le Vice-Président du Comité, Zahir Tanin de l'Afghanistan, qui a indiqué que la Réunion a connu la participation de représentants de 40 gouvernements, huit organisations intergouvernementales, neuf agences et organismes des Nations Unies, 10 organisations de la société civile et 20 médias.

La Réunion, qui s'est terminée par l'adoption d'une « déclaration de conclusion des organisateurs », a souligné qu'il n'y a pas d'alternative à la solution de deux États et à une solution négociée à la question de Jérusalem qui tiendrait compte des préoccupations des deux parties, tout en garantissant l'accès aux sites sacrés aux peuples de toutes les religions.

Les participants à la Réunion ont aussi estimé que les Palestiniens et leurs partisans auraient beaucoup à tirer de l'expérience des États africains dans la quête de la décolonisation, de l'indépendance et de la souveraineté. Ils ont réitéré le rôle « indispensable » des Gouvernements africains dans la mobilisation de l'appui en faveur du peuple palestinien.

Hôte de la Réunion, le Maroc, a dit le représentant marocain, était une destination naturelle compte tenu de l'engagement du pays et du Roi lui-même. Le Maroc, qui était heureux de recevoir le Comité, réitère la constance de son engagement à contribuer à la réalisation de la paix au Moyen-Orient et des droits inaliénables du peuple palestinien à un État indépendant et viable avec Al Qods comme capitale, a dit le représentant.

Le Président du Comité, Paul Badji du Sénégal, a ensuite informer ses collègues des **principaux faits intervenus depuis la dernière séance le 9 juin**. Outre la Réunion de Rabat, il a cité le « léger » desserrement du blocus, décidé le 20 juin; le fait que la Ligue des États arabes ait approuvé, le 29 juillet dernier, l'ouverture de négociations directes entre Israéliens et Palestiniens; la décision, prise le 2 août, par le Premier Ministre israélien d'impliquer son pays dans l'enquête de l'ONU sur l'incident de la flottille du 31 mai; et la création le même jour, de la Commission d'enquête par le Secrétaire général.

La décision du Comité de recommander à l'Assemblée générale de faire du **Venezuela, un membre à part entière du Comité**, a été saluée par les représentants de Cuba, de la Malaisie et du Nicaragua. L'Observateur de la Palestine, rendant hommage à l'engagement du Venezuela en faveur de son peuple, a confié qu'il envisageait de recommander l'organisation d'une conférence du Comité dans ce pays.

Avant de passer à la projection d'un documentaire de 30 minutes intitulé « *Alienation of Jerusalem* » de Saad Arouri, le Comité a procédé à l'**accréditation de quatre ONG**. Il s'agit de: *Global Political Trends Center* de la Turquie; *Free Palestine Movement* des États-Unis; et *Palestinian Refugee ResearchNet* et *Project Hope* du Canada.

La prochaine réunion du Comité sera annoncée dans le Journal.

* ** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel